7 août 1768

Réponse du Parlement de Bordeaux à la requête de Grimard, comme jurat.

Dans l'hôtel de ville de Preyssas, ce jourd'huy, y étant assemblés les échevins, notables et conseillers de ladite ville de Preyssas pour répondre au placet que le sieur Jean Grimard, procureur en l'ordinaire de Preyssas et conseiller de ville a présenté à monseigneur de Dudon, procureur général du parlement de Bordeaux, ayant au bas l'ordonnance rendu par ledit seigneur le 28 juillet dernier portant que ledit placet nous seroit communiqué pour fournir nos réponses par écrit, ce qu'au lieu de forme et de vous donner communication.

Conformément à ladite ordonnance, ledit sieur Grimard nous auroit fait signifier par le ministre de Chaysel, sergent ordinaire de la juridiction le 1^o du mois de septembre.

On dit que le sieur Grimard en a informé à notre seigneur le procureur général qu'il ne fut jamais nommé second conseiller de ville, que lors de la nomination qui fut faite des ces officiers le 3^o juin 1768, le rang ne fut point fixé, que dans la seconde délibération qui fut le 11^o du même mois de juin par laquelle l'assemblée des notables trouva à propos de fixer le rang d'un chacun des sieurs conseillers de ville afin d'éviter entre eux les constestations qui pourraient s'élever sur leur présence, le rang du sieur Barsalou, curé de la présente ville fut fixé au premier, celluy du sieur Gauché, notaire, au second, et le sieur Grimard au troisième ; que l'assemblée n'a jamais entendu d'autre que le troisième et dernier au dit sieur Grimard qu'on ne peut même luy en donner d'autre relativement à son état et à celluy des sieurs Barsalou et Gauche qui le précèdent ; que ledit sieur Grimard a d'autant plus de tort d'avoir à cet égard fatigué notre dit seigneur le procureur général par le placet qu'il lui a présenté et auquel ont répond que sa prétention de présence sur le sieur Gauché fut condamné par une décision que le même seigneur rendit le 27 du même mois de juin sur le placet que les répondants eurent l'honneur de luy présenter au sujet de la querelle que le dit sieur Grimard suscite alors, laquelle décision est conçue dans les termes : « il est sans difficulté que Gauché, notaire, doit précéder le nommé Grimard. La prétention de ce dernier est une extravagance et une témérité qui mériteraient punition ; il faut s'en tenir à ce que l'assemblée a décidé pour les rangs. Du reste, les conseillers de ville ne sont pas obligés de prêter serment. A Bordeaux le 27 juin 1768 ; signé : Dudon. »

D'après cette décision qui fut communiqué au sieur Grimard, sa démarche ne put être qu'extrêmement blâmable, et on espère de la justice de monseigneur procureur général qu'il voudra bienaudit sieur Grimard pour l'obliger à cesser les tracasseries dont il agite journellement la communauté.

Quant à la nomination qui a été faite du sieur Jean Gauché fils pour greffier secrétaire, le sieur Grimard n'est pour partie légitime pour la querelle dès qu'elle a été faite par le choix unanime de la communauté. Ledit sieur Gauché est âgé de de vingt deux ans et ledit sieur Grimard en impose lorsqu'il dit qu'il n'en a que dix-huit. Il n'est à Bordeaux chez le sieur Cheyron, notaire, que d'une manière momentanée et pour achever de sa perfectionner dans l'état de notaire auquel son père le destine ; et pour lui succéder audit office pendant son absence. Il est substitué au besoin pour écrire les délibérations des assemblées par un frère cadet qui, quoique jeune, est pourtant agréable à la communauté, étant dirigé d'ailleurs tant par M. le juge , M. le procureur d'office que par plusieurs autres qui composent les assemblées, et par le sieur son père, même qui en est du nombre, et dans lequel la communauté a mis sa confiance

depuis vingt huit ans et lui a toujours parfaitement répondu dans la fonction du secrétariat qu'il a exercé pendant tout ce temps là.

Les répondants espèrent d'après ces justes raisons que monseigneur le procureur général rejette sur cet article les plaintes du sieur Grimard, également que sur celluy de la

Laquelle présente réponse, en suivant les communications que ledit sieur Grimard a fait de son procès au lieu de le donner en communication luy sera aussy signifié, aux fins qu'il ne puisse la tenir cachée et secrette à notre dit seigneur le procureur général ; aussy, a été délibéré dans l'assemblée tenue par les échevins conseillers de ville et notables, tant dénommés que soussignés ledit jour, mois et an que dessus.

Il faudra signifier au long toute la réponse contenue cy dessus audit Grimard.

En marge :

Il n'est pas besoin d'envoyer cette réponse à M. le procureur général, c'est l'affaire de Grimard de la luy envoyer s'il veut faire suite de son placet ; la décision du 27 juin est suffisante pour les échevins, conseillers de ville et notables qui composent la communauté afin d'être autorisés à se comporter comme elle a toujours fait.

Le soussigné est d'avis que la communauté de Preyssas doit se conformer au contenu de cy-dessus.

A Agen ce 7 août 1768 ; Barret de Vinajals.